

Arrêté n° 298 CM du 18 février 2004 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public administratif dénommé 'Fare Tama Hau'

(NOR : FTH0400135AC)

Paru in extenso au journal officiel n°9 N du 26/02/2004 à la page 694

Version en vigueur au 10/02/2025

- Titre 1er - De l'organisation (Art. 2 à Art. 4)
- Titre 2 - Du fonctionnement (Art. 7 à Art. 24)
 - Sous-titre 1er - Le conseil d'administration (Art. 7 à Art. 17)
 - Sous-titre 2 - Direction et personnel de l'établissement (Art. 18 à Art. 20)
 - Sous-titre 3 - Comité technique
 - Sous-titre 4 - Les référents techniques
 - Sous-titre 5 - Régime budgétaire, financier et comptable (Art. 24)
- Titre 3 - Dispositions diverses (Art. 25 à Art. 26)

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 2435 PR du 3 novembre 2003 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;
Vu la délibération n° 2004-28 APF du 12 février 2004 portant création d'un établissement public administratif chargé de la prise en charge médico-sociale de l'enfant et de l'adolescent ;
Vu la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 modifiée portant approbation du code des marchés de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
Vu l'arrêté n° 1415 CM du 14 décembre 1990 relatif à la présentation du personnel au sein du conseil d'administration des établissements publics territoriaux ;
Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif au commissaire de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 février 2004

Arrête :

Article 1er Rédaction issue de Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009

L'organisation et le fonctionnement de l'établissement public administratif dénommé « Fare Tama Hau » sont régis par le présent arrêté.

TITRE 1ER - DE L'ORGANISATION

Art. 2.- L'établissement comprend : Rédaction issue de Arrêté n° 130 CM du 7 février 2025

- une maison de l'enfant ;
- une maison de l'adolescent.

Art. 3.- La maison de l'enfant Rédaction issue de Arrêté n° 1789 CM du 10 décembre 2013

Dans le cadre des missions confiées à l'établissement, elle est plus particulièrement chargée :

- d'accueillir, d'informer, d'orienter l'enfant et sa famille ;
- de proposer une prise en charge sous forme :
 - de consultations médicales ;
 - de consultations psychologiques ;
 - de permanences sociales, éducatives ou juridiques ;
- d'offrir des prestations individuelles ou collectives destinées :
 - aux enfants : prestations culturelles, sportives, ludiques dans un objectif éducatif ;
 - à leurs familles : prestations d'aide et de soutien, des actions de prévention en privilégiant la qualité de la relation parents-enfants ;
- d'aider à mettre en place, de coordonner des actions de prévention, d'accueil, d'éveil pour tout ce qui touche

l'enfant et son environnement ;

- d'organiser des actions de formation et d'information pour sensibiliser et aider tous les professionnels impliqués dans la prise en charge des enfants et des familles.

Les professionnels interviennent en équipe pluridisciplinaire pour répondre de façon concertée à la problématique de l'enfant et aux besoins de sa famille.

L'accès est gratuit et ne nécessite aucune autorisation préalable des parents.

Ce dispositif peut être mis en œuvre au siège de l'établissement aussi bien qu'à l'extérieur, de manière spécifique dans chaque archipel.

Dans le cadre des missions confiées à l'établissement, il assure la gestion et la coordination des maisons de l'enfance implantées dans les communes de Polynésie française.

Art. 4.- La maison de l'adolescent *Rédaction issue de Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009*

Dans le cadre des missions confiées à l'établissement, elle est plus particulièrement chargée :

- d'accueillir, d'informer, d'orienter l'adolescent à partir de 12 ans, ou sa famille ;
- de proposer une prise en charge sous forme :
 - de consultations médicales ;
 - de consultations psychologiques ;
 - de permanences sociales, éducatives ou juridiques ;
- d'offrir des prestations individuelles ou collectives destinées :
 - aux adolescents : prestations culturelles, sportives, ludiques dans un objectif éducatif ;
 - à leurs familles : prestations d'aide et de soutien, des actions de prévention en privilégiant la qualité de la relation parents-enfants.

L'accès est gratuit et ne nécessite aucune autorisation préalable des parents.

La maison de l'adolescent est une structure pluridisciplinaire pour répondre de façon concertée à la demande de l'adolescent et de sa famille et comporte un accueil généraliste d'orientation.

Ce dispositif peut être mis en œuvre au siège de l'établissement aussi bien qu'à l'extérieur, de manière spécifique dans chaque archipel.

Art. 5.- Le service d'écoute téléphonique d'urgence gratuite dénommée ligne verte' *Rédaction issue de Arrêté n° 1014 CM du 30 juillet 2015*

Article abrogé

Art. 6.- L'observatoire de l'enfant et de l'adolescent *Rédaction issue de Arrêté n° 130 CM du 7 février 2025*

Article abrogé

TITRE 2 - DU FONCTIONNEMENT

SOUS-TITRE 1ER - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 2014 CM du 12 septembre 2019*

L'établissement est administré par un conseil d'administration composé de sept (7) membres ayant voix délibérative :

- le ministre en charge de la santé ou son représentant, président ;
- le ministre en charge de la solidarité ou son représentant, vice-président ;
- le directeur de la santé ou son représentant, membre ;
- le directeur de la jeunesse et des sports ou son représentant, membre ;
- un représentant à l'assemblée de la Polynésie française ou son suppléant désigné par l'assemblée de la Polynésie française, membre ;
- deux représentants de la société civile reconnus pour leur compétence dans le domaine de l'enfance et de l'adolescence, désignés par le Président de la Polynésie française sur proposition du ministre chargé de la santé, membres.

Art. 8 *Rédaction issue de Arrêté n° 1421 CM du 22 août 2024*

Le conseil d'administration se réunit en séance ordinaire au moins deux fois par an. Il se réunit en séance extraordinaire, sur convocation de son président aussi souvent que l'intérêt de l'établissement l'exige, ou à la demande de la majorité de ses membres.

Sont membres avec voix consultative et assistent de plein droit aux séances du conseil d'administration :

- le directeur de l'établissement public administratif ;
- l'agent comptable de l'établissement ou son représentant.

Le président peut inviter aux séances du conseil d'administration toute personne dont l'avis est susceptible d'éclairer les débats.

Une copie du dossier de séance du conseil d'administration est transmise à la direction des talents et de l'innovation simultanément à son envoi aux membres. De même elle est destinataire d'une copie du procès-verbal de séance et des délibérations prises.

Art. 9 *Rédaction issue de Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019*

L'ordre du jour des séances est arrêté par le président, sur proposition du directeur, et doit parvenir en tout état de cause aux membres du conseil d'administration, cinq jours francs avant la réunion. Toute question dont l'inscription est demandée dans le même délai que ci-dessus par la majorité des membres du conseil d'administration, est obligatoirement inscrite à l'ordre du jour.

Art. 10 *Rédaction issue de Arrêté n° 2141 CM du 23 septembre 2021*

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un au moins de ses membres en exercice sont présents ou représentés.

Toutefois, si ce quorum n'est pas atteint à la suite de la première convocation, le conseil d'administration peut valablement délibérer sur le même ordre du jour, lors d'une réunion qui se tient à l'expiration d'un délai d'un (1) jour franc qui suit la réunion précédente, quelque soit le nombre de membres présents. Celle-ci doit se tenir obligatoirement dans les cinq (5) jours francs qui suivent.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Un administrateur qui n'a pas de représentant peut déléguer sa voix à un autre administrateur. Chaque administrateur ne peut être, au plus, porteur que d'une délégation d'un administrateur empêché ou absent.

Art. 11

Les administrateurs peuvent recevoir mandat pour représenter les intérêts de l'établissement.

Art. 12

Les fonctions de président, de vice-président et de membre du conseil d'administration ayant voix délibérative, sont gratuites et incompatibles avec tout emploi rémunéré par l'établissement.

Art. 13 *Rédaction issue de Arrêté n° 2141 CM du 23 septembre 2021*

Le conseil d'administration propose au conseil des ministres les orientations de l'établissement touchant à son activité et à sa gestion administrative et financière.

A ce titre, il délibère notamment sur :

- l'organisation et les règles de fonctionnement de l'établissement ;
- le règlement intérieur ;
- l'effectif du personnel de l'établissement ;
- sur le projet de budget et ses modifications ainsi que sur le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- les règles applicables à la tarification des prestations et activités de l'établissement ;
- le rapport annuel d'activité de l'établissement ;
- les conditions des emprunts et des prêts ;
- l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables et accorde les remises gracieuses de créances sur l'établissement dans le cadre fixé par la réglementation territoriale ;
- les dons et legs ;

- les catégories de contrats et conventions, qui en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation.

Art. 14

Le président du conseil d'administration, convoque le conseil d'administration, ne préside les séances et veille à la bonne application des délibérations prises.

Art. 15

Les délibérations du conseil d'administration sont prises en forme simplifiée. Elles sont individualisées et jointes aux procès-verbaux signés du président de séance et d'un administrateur.

Art. 16

Le président du conseil d'administration signe le contrat de travail du directeur et tous les actes individuels le concernant.

Art. 17

Le conseil d'administration peut former et mettre en place des commissions internes.

SOUS-TITRE 2 - DIRECTION ET PERSONNEL DE L'ÉTABLISSEMENT

Art. 18

Le fonctionnement de l'établissement est assuré :

- par du personnel recruté dans les conditions prévues par la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;
- par du personnel de l'administration de la Polynésie française, de l'Etat ou de toute autre collectivité, mis à disposition ou placé en position de détachement.

Art. 19

Le directeur de l'établissement est nommé par arrêté pris en conseil des ministres :

- il a pour mission de proposer les orientations et les programmes d'actions de l'établissement ;
- il pourvoit aux emplois de l'établissement, dans la limite des postes budgétaires ouverts et des crédits votés par le conseil d'administration ;
- il gère le personnel et exerce à son égard le pouvoir disciplinaire ;
- il est ordonnateur des recettes et des dépenses ;
- il représente l'établissement en justice, tant en demande qu'en défense, et dans tous les actes de la vie civile. Il informe, sans délai, le président du conseil d'administration de l'accomplissement de toutes actions juridictionnelles et en rend compte au conseil à sa prochaine réunion ;
- il rend compte de son activité au président du conseil d'administration ;
- il rédige le rapport annuel d'activités de l'établissement qu'il soumet au conseil d'administration ;
- il prépare le projet de budget de l'établissement, qu'il soumet au président du conseil d'administration ;
- il conclut et signe les marchés publics relevant du code des marchés publics de toute nature passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics sous réserve des dispositions de l'article 13 du présent arrêté ;
- il conclut et signe les conventions de toute nature, nécessaires à la réalisation des missions de l'établissement, dans la limite de ses attributions et sous réserve des dispositions de l'article 13 du présent arrêté.

Art. 20 *Rédaction issue de Arrêté n° 2498 CM du 13 décembre 2017*

Le directeur de l'établissement, après avis du président du conseil d'administration, peut désigner par note interne, un suppléant afin d'assurer la direction de l'établissement en cas d'absence, d'empêchement ou de congé. Le suppléant reçoit délégation de signature à cet effet.

Le conseil d'administration fixe le montant et les modalités d'attribution de l'indemnité de sujétion spéciale attribuée à l'agent chargé d'assurer la suppléance du directeur de l'établissement, conformément à la grille établie par la délibération n° 97-153 APF du 13 août 1997 modifiée.

SOUS-TITRE 3 - COMITÉ TECHNIQUE

Art. 21 *Rédaction issue de Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009*

Article abrogé

Art. 22 *Rédaction issue de Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009*

Article abrogé

SOUS-TITRE 4 - LES RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Art. 23 *Rédaction issue de Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009*

Article abrogé

SOUS-TITRE 5 - RÉGIME BUDGÉTAIRE, FINANCIER ET COMPTABLE

Art. 24

Le régime budgétaire, financier et comptable de l'établissement est fixé par la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics.

TITRE 3 - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 25

L'agent comptable de l'établissement est le comptable direct du Trésor chargé de la trésorerie des établissements publics.

Art. 26

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 18 février 2004.
Gaston FLOSSE

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 298 CM du 18 février 2004](#), JOPF n° 9 N du 26/02/2004 à la page 694
- [Arrêté n° 51 CM du 29 mars 2005](#), JOPF n° 14 N du 07/04/2005 à la page 1326
- [Arrêté n° 251 CM du 21 février 2007](#), JOPF n° 9 N du 01/03/2007 à la page 675
- [Arrêté n° 649 CM du 10 mai 2007](#), JOPF n° 21 N du 24/05/2007 à la page 1903
- [Arrêté n° 1349 CM du 4 octobre 2007](#), JOPF n° 41 N du 11/10/2007 à la page 3842
- [Arrêté n° 1420 CM du 28 août 2009](#), JOPF n° 37 N du 10/09/2009 à la page 4173
- [Arrêté n° 2261 CM du 10 décembre 2010](#), JOPF n° 50 N du 16/12/2010 à la page 6938
- [Arrêté n° 624 CM du 12 mai 2011](#), JOPF n° 20 N du 19/05/2011 à la page 2452
- [Arrêté n° 1789 CM du 10 décembre 2013](#), JOPF n° 65 N du 13/12/2013 à la page 12304
- [Arrêté n° 1386 CM du 9 octobre 2014](#), JOPF n° 83 N du 17/10/2014 à la page 12401
- [Arrêté n° 1418 CM du 16 octobre 2014](#), JOPF n° 84 N du 21/10/2014 à la page 12520
- [Arrêté n° 1014 CM du 30 juillet 2015](#), JOPF n° 63 N du 07/08/2015 à la page 7517
- [Arrêté n° 2498 CM du 13 décembre 2017](#), JOPF n° 101 N du 19/12/2017 à la page 19363
- [Arrêté n° 1152 CM du 2 juillet 2018](#), JOPF n° 54 N du 06/07/2018 à la page 12569
- [Arrêté n° 1174 CM du 8 juillet 2019](#), JOPF n° 56 N du 12/07/2019 à la page 12540
- [Arrêté n° 2014 CM du 12 septembre 2019](#), JOPF n° 76 N du 20/09/2019 à la page 17774
- [Arrêté n° 2141 CM du 23 septembre 2021](#), JOPF n° 78 N du 28/09/2021 à la page 23251
- [Arrêté n° 1421 CM du 22 août 2024](#), JOPF n° 98 N du 03/09/2024 à la page 15876
- [Arrêté n° 130 CM du 7 février 2025](#), JOPF n° 31 N du 10/02/2025 à la page 95